Régionales : l'exécutif agace en sondant les maires sur un report

Une lettre envoyée par le gouvernement aux maires leur demande s'ils préconisent le maintien ou le report des élections régionales et départementales. Une « manipulation », tonne l'opposition.

Le gouvernement demande ce week-end leur avis à tous les maires de France sur le maintien ou le report pour raisons sanitaires des élections régionales, ce qui lui vaut d'être accusé par l'opposition de *« manipulation »* pour se défausser d'une décision difficile.

Les préfets ont envoyé vendredi soir un message aux maires en leur demandant de se prononcer d'ici à demain midi sur les mesures sanitaires pour les scrutins régionaux et départementaux des 13 et 20 juin.

« À partir du moment où celles et ceux qui sont là pour organiser les élections dans nos territoires, c'est-à-dire les élus locaux, recommanderaient que cette élection puisse être décalée, alors je pense qu'il faudra suivre leur avis. Si on voit qu'une majorité d'élus considèrent que cette élection peut se tenir, alors maintenons-les », a justifié sur franceinfo la députée LREM Aurore Bergé.

Les scrutins régionaux et départementaux prévus les 13 et 20 juin prochains auront-ils lieu ? (Photo Jean-François Ottonello)

« Les maires ne sont pas des pions »

L'épisode rejoue la valse-hésitation qui avait précédé le 1er tour des municipales, le 15 mars 2020, alors que la France était sous le choc de la première vague de Covid-19 et sur le point d'être confinée. Les mises en garde de l'opposition contre un report éventuel avaient été vives. Si les avis sont plus partagés aujourd'hui dans l'ensemble des partis politiques, la lettre du gouvernement aux maires n'en a pas moins été vertement critiquée hier. *« On est une fois de plus dans une manipulation du gouvernement pour reporter les élections »*, a assuré Christian Jacob, le président des Républicains. Il s'agit selon lui d'une *« manœuvre pendant le week-end, une lettre le vendredi soir de manière précipitée avec demande de répondre le lundi, pour essayer de trouver un prétexte pour reporter les élections. »*

D'après M. Jacob, *« on est face à un gouvernement qui cherche à se défausser de ses responsabilités parce qu'ils sont sur la logique de reporter, ça veut dire qu'une fois de plus le président de la République a menti en disant qu'en mai les bars et terrasses vont rouvrir, qu'il a menti en disant que 30 millions de Français seront vaccinés au mois de juin. »*

À gauche également, plusieurs responsables ont qualifié la lettre de *« manœuvre »* et de *« manipulation »*. *« Les maires ne sont pas des pions que l'on consulte uniquement à des fins politiciennes »*, a ainsi réagi Carole Delga, présidente PS de la région Occitanie : *« Les dernières annonces d'Emmanuel Macron sont claires : réouverture des terrasses et 30 millions de vaccinés au 15 juin. Mais on interdirait aux Français de voter ? Drôle de conception de l'État de droit. Il faut arrêter de manipuler nos concitoyens. »*

Le gouvernement avait confirmé la semaine dernière qu'il privilégiait *« à ce stade »* le maintien de ces dates, sur lesquelles il a aussi demandé leur avis aux partis, groupes politiques et présidents des assemblées. Des débats sur cette question devraient se tenir ce mardi à l'Assemblée et ce mercredi au Sénat.

Plusieurs élus azuréens très critiques

Plusieurs élus LR azuréens ont critiqué hier l'initiative du gouvernement.

Le député Éric Ciotti a dénoncé *« un questionnaire grossier téléguidé par le ministre de l'Intérieur afin de dissimuler une vulgaire manœuvre politicienne du Président Macron qui refuse que les élections se tiennent en juin »*.

Dans un communiqué commun, les maires d'Antibes et de Cannes, Jean Leonetti et David Lisnard, ont condamné *« une manœuvre politicienne du pouvoir en place pour porter atteinte au bon déroulement de ces scrutins locaux qui ne lui seront pas favorables »*. Les deux élus rappellent que les *« maires ont d'ailleurs très bien su organiser ce rendez-vous démocratique lors des élections municipales de mars 2020 »*.

Ils soulignent cependant que leur position sera *« à reconsidérer si la situation sanitaire s'aggravait »* d'ici-là. Dans ce cas, ils évoquent l'hypothèse du *« maintien des élections départementales en juin et d'élections régionales repoussées de quelques semaines »*.

En revanche, le maire de Nice Christian Estrosi s'était prononcé vendredi pour un report : *« On ne va pas cumuler la gestion d'une vaccination que nous devons mener jusqu'à son terme en juin et en même temps l'organisation d'un scrutin électoral. »* Le président de la Région Renaud Muselier avait lui proposé *« une clause de revoyure à la mi-mai »*.